

Prendre soin de sa ville... et de ses habitants !

Réflexions sur une politique communale de la santé

.....
La conscience existe que les problématiques de santé concernent aussi le niveau communal avec ses spécificités locales. Mais la mobilisation y demeure insuffisante. Ce sera un des enjeux des prochaines élections communales.
.....

En tant qu'affilié à une maison médicale, je considère depuis longtemps que la santé est bien plus que l'absence de maladie, qu'elle est l'affaire des patients comme des professionnels de la santé, et qu'elle est un enjeu « politique » c'est-à-dire communautaire, demandant dès lors une parole collective des professionnels comme des patients. Les comités des patients en maison médicale en offrent une illustration passionnante et exigeante.

Elu conseiller communal à Liège en 2006, après six ans de mandat au CPAS, je fus dès lors étonné de constater qu'il est très rare qu'au conseil communal on parle de « santé » si ce n'est peut-être une ou deux fois par an, au moment d'évoquer en commission 'la semaine de la santé'. Celle-ci consiste à proposer aux Liégeois une série d'informations et d'animations autour d'un thème précis (ainsi en 2011, on y parlait de « sexualité et santé »). Le bottin téléphonique, quant à lui, renvoie sous la rubrique « administration communale » vers environ 130 numéros de téléphone. Mais le mot « santé » n'apparaît pas une seule fois dans tous les services indiqués.

Et pourtant dans ma ville

- un habitant sur cinq vit sous le seuil de pauvreté et de ce fait se nourrit mal, néglige de se soigner, déprime souvent.
- 50% des ménages liégeois sont composés d'une seule personne, et si ça peut évidemment être un choix, cela représente également souvent beaucoup d'isolement, de détresse et de solitude.
- beaucoup de logements humides, exigus, mal insonorisés et peu isolés provoquent mal-être et *cafards*... dans les deux sens du mot : une de mes premières interpellations au conseil communal (en automne 2007) partait d'un « fait divers » dont j'ai eu connaissance à la maison médicale : un cafard mort retiré de l'oreille d'une petite fille de deux ans. La prolifération de ces bêtes dans plusieurs quartiers liégeois pose des problèmes sanitaires et sociaux majeurs. Or la ville n'a plus de service d'éradication, renvoyant les gens vers des sociétés privées chères et donc parfois inaccessibles.

PRENDRE PIED
SUR LE TERRAIN COMMUNAL



POUVOIRS LOCAUX ET SANTÉ

Guy Krettels,
conseiller communal
à Liège, Ecolo.

Mots clefs : politique de santé, pouvoirs locaux.

- le « tout-à-l'auto », l'usage inconsidéré des pesticides, l'omniprésence des antennes GSM, la pollution sous toutes ses facettes... soulèvent de nombreuses questions quant à ses effets sur l'état de santé des Liégeois.

Un enjeu communal évident

Il est vrai que la santé, dans le sens restreint de non-maladie n'est que très accessoirement de compétence communale. Mais entendue comme le veut la définition de l'Organisation mondiale de la santé dans le sens d'un état de bien-être tant physique que mental, elle est un enjeu omniprésent, une préoccupation transversale évidente !

On connaît la tentation de se « débarrasser » un peu facilement d'une problématique en la qualifiant de transversale : personne ne se sent responsabilisé et on en reste à l'incantation occasionnelle. Il s'agit de bien en attribuer la responsabilité à une instance clairement identifiée. C'est sans doute dans ce but que Liège a créé un échevinat de la Santé. Mais venant en

troisième place, après les Affaires sociales et la Famille, dans les attributions de l'échevin compétent, peu de temps et de moyens sont mobilisés pour la « compétence santé » en tant que telle. Cela découle évidemment d'un choix politique collégial ! Le bilan de l'échevinat en matière de santé se résume pour l'essentiel à deux activités :

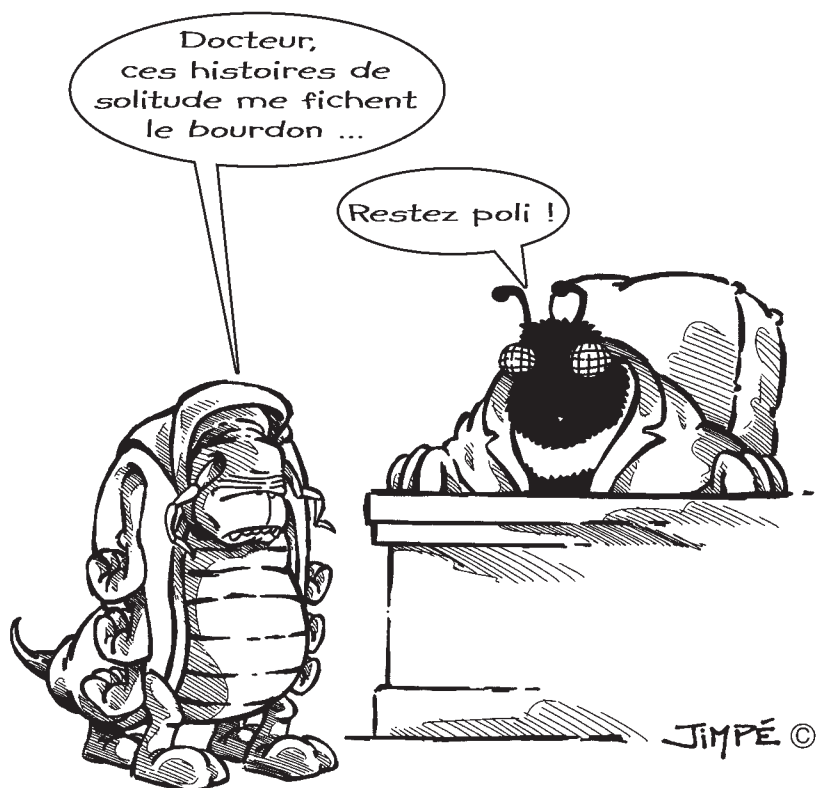
- 'la semaine de la santé', évoquée plus haut ;
- une commission consultative 'Santé' sélectionnant les lauréats d'un appel à projets annuel doté d'un total de 12.000 euros.

Le rôle de « coordinateur-aiguillon santé » auprès de l'ensemble du collège et de l'administration n'est - ni ne peut être dès lors, - pas joué par l'échevinat. Ainsi c'est silence radio de ce côté lorsque sont apportées devant le conseil des suggestions en lien avec la santé impliquant d'autres échevinats tels que l'alimentation dans les réfectoires scolaires, l'idée d'une « journée sans viande »...

Tout ceci soulève l'importante question des « lignes directes » entre les acteurs de terrain et le conseil communal ! Une série de pistes existent pourtant, comme : la présentation d'un rapport annuel des commissions consultatives au conseil communal, le droit d'interpellation citoyenne, une place pour les acteurs de la santé dans le bulletin communal, le partenariat clair avec le secteur associatif, en particulier celui de la santé mais bien plus généralement grâce à l'adoption d'une charte associative...

L'établissement de tels liens directs avec les acteurs de la santé et les citoyens est essentiel pour capter les spécificités de chaque commune : peu de rapport en effet entre une petite commune rurale et une ville-métropole. Ainsi Liège se caractérise notamment par :

- l'important réseau de soins de santé : en plus de compter parmi les premiers employeurs sur le territoire de la ville, les hôpitaux amènent énormément de visiteurs. Via la présence de représentants communaux dans les conseils d'administration - notamment des intercommunales hospitalières telles que le centre hospitalier universitaire, ou l'intercommunale de soins spécialisés de Liège (ISOSL) - la ville se doit de





défendre la localisation urbaine des hôpitaux pour des questions d'accessibilité et de mobilité, et la recherche de synergies accrues entre les différents hôpitaux, qu'ils soient intercommunaux, universitaires ou d'obédience chrétienne. Il s'agit par ailleurs de veiller à la présence de petites structures de soins à travers la ville pour combattre l'hospitalocentrisme, le recours excessif aux services d'urgences et assurer un service de proximité ;

- une concentration, à l'image de toutes les grandes villes, de certaines formes de misère liées par exemple à la toxicomanie, la mendicité, la clandestinité ;
- la présence de marchands de sommeil et plus largement un manque de logement locatif de qualité ;
- les divers problèmes de pollution dus notamment à l'omniprésence des voitures difficilement contenue par les timides aménagements en faveur de la mobilité douce et le « mini-tram » accordé à Liège après d'innombrables tergiversations.

Quelles pourraient être les fonctions d'une commune ?

Face à tous ces enjeux, quelles pourraient être les principales fonctions d'une commune en matière de santé ? Il s'agit de concevoir ces fonctions en complémentarité et partenariat avec les autres acteurs comme la province, le CPAS, les intercommunales et, bien sûr, l'associatif.

Je vois pour l'essentiel les priorités suivantes :

- La prévention et l'éducation à la santé via les écoles ; les initiatives en faveur du sport pour tous, des campagnes toutes boîtes bien ciblées.
- L'insertion sociale en synergie avec le CPAS (l'aide à la remise en ordre de mutuelle, l'Aide médicale urgente...).
- Le souci constant de la préservation d'un environnement sain (bruit, pollution de l'air et des sols, alimentation...). Ainsi le projet soutenu par le collège de réaliser sur les Coteaux de la Citadelle - pile au milieu entre le centre hospitalier universitaire et

plusieurs écoles avec des milliers d'élèves - des vignobles Vrancken nécessitant des doses importantes de pesticide est combattu par une très forte mobilisation citoyenne.

- Il faut d'ailleurs constater que les initiatives citoyennes ont souvent une longueur d'avance sur les responsables communaux. Voir à titre d'exemple des projets tels que « quartiers sans pesticides », journée sans viande, groupes d'achat commun, ou mobilisations de comités de quartier en faveur de 'zones 30'...
- Le soutien aux acteurs de première ligne, tels les centres de santé mentale, les centres de guidance, les plannings familiaux, les maisons médicales... Ce soutien peut se faire non seulement via des appels à projets ou subsidiations récurrentes, mais également via un travail d'information sur l'existence de ces ressources, l'aide à des campagnes de prévention, une réflexion collective sur la présence et l'accessibilité la plus pertinente de ces services.
- Des initiatives contre l'isolement par une politique concertée de maillage du territoire communal en maisons de quartier, centres communautaires, maisons intergénérationnelles, centres de jeunes...

Toutes ces mesures illustrent ce que pourraient être les ingrédients d'une politique communale ambitieuse de la santé.

2012 année électorale...

Mon regard de patient « engagé » en maison médicale m'a sensibilisé à une approche large et ambitieuse de la santé. La santé est l'affaire de tous, et par conséquent un des axes de réflexion essentiels au niveau du pouvoir le plus proche du citoyen !

Il s'agira de mettre le bien-être et la santé à l'ordre du jour du débat électoral. Avec mes amis politiques, je plaide pour le pilotage de cet enjeu transversal essentiel par un échevinat de la Santé doté des moyens nécessaires pour élaborer avec l'ensemble des partenaires publics, privés et associatifs une politique communale de la santé à l'écoute des besoins, demandes et initiatives citoyennes. ●